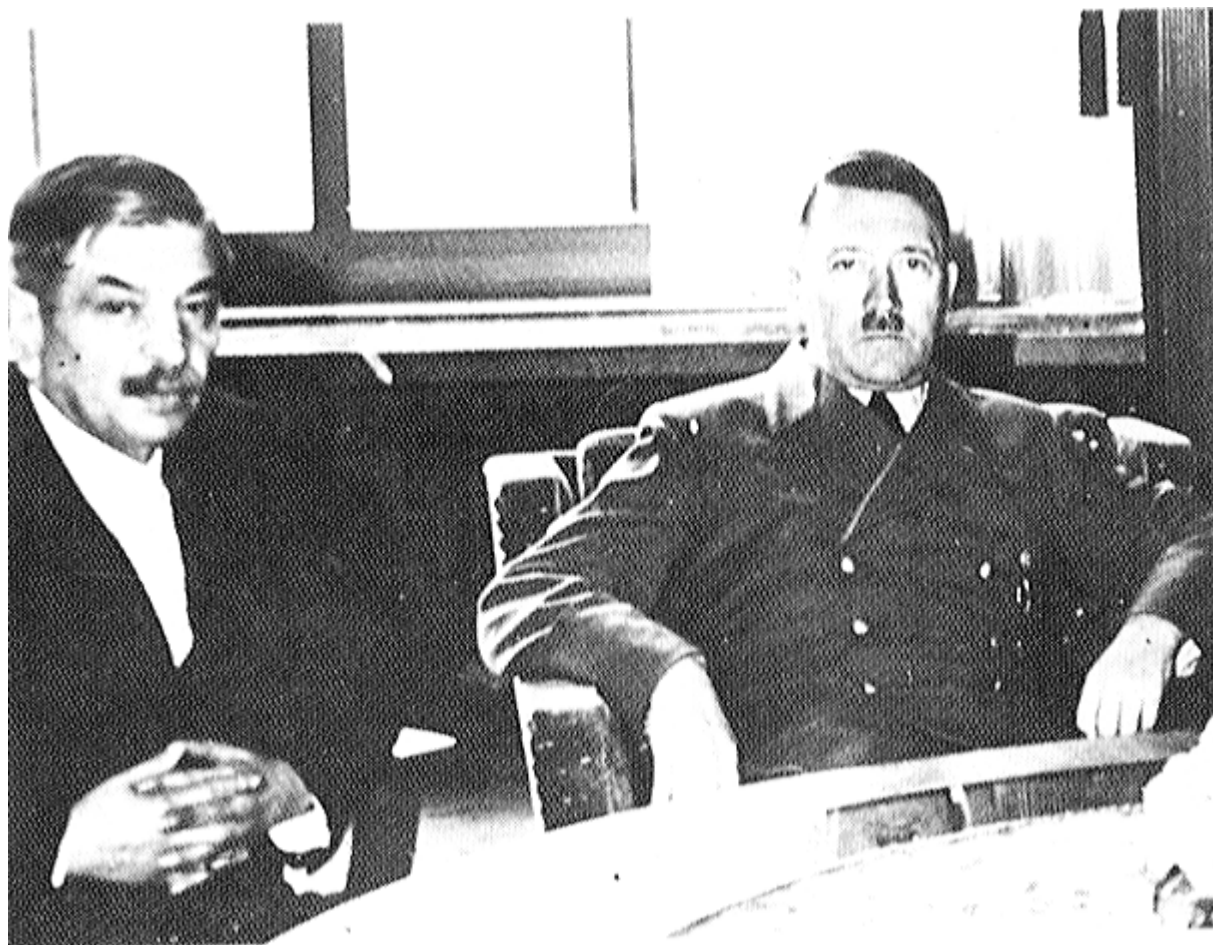


Socialisme français : bientôt le social-fascisme?



Non

contents de vouloir juger et condamner un site de réinformation suisse, voilà que la France, par l'intermédiaire de ses socialistes, vient donner des consignes de vote en Suisse, en mentant en plus de manière éhontée, scandaleuse et délirante. Il est vrai que le mensonge, la censure, le parti pris idéologique, la démagogie, la tromperie, la répression de toute pensée différente sont en train de devenir l'activité prioritaire quotidienne des socialistes français.

On va finir par devoir rappeler constamment que le socialisme peut mener à tout, également au nazisme et au fascisme.

[Initiative de mise en œuvre sur l'expulsion des criminels étrangers à lire [ICI](#)]

Pour la justice française qui veut condamner un site de réinformation suisse, c'est [ici](#)

Ci-dessous, la propagande scandaleuse du PS français distribuée dans les boîtes aux lettres des citoyens suisses ayant la double nationalité suisse/française :



Si ce mail ne s'affiche pas correctement, [suivez ce lien](#)



Chers Françaises et Français de l'étranger résidant en Suisse,

Le 28 février, une votation populaire décidera du sort de la dangereuse et inhumaine « initiative de mise en œuvre » de l'UDC. Son acceptation ancrerait dans la Constitution suisse un obstacle supplémentaire au développement des bonnes relations avec l'Union européenne. Les discussions, déjà difficiles, sur l'avenir de la libre circulation des personnes se compliqueraient encore davantage.

Cette initiative de renforcement ne concerne pas l'expulsion d'étrangers ou étrangères auteurs de crimes graves, celle-ci étant déjà réglée et appliquée depuis longtemps. Il s'agit ici d'expulsion automatique d'êtres humains en raison de délits mineurs. Celui ou celle qui dans sa jeunesse se serait fait prendre en possession de cannabis puis, par la suite, aurait circulé dans une localité à 50 km/h au lieu de 30 devrait, en plus de la peine infligée, se voir contraint de quitter le territoire suisse sans aucune considération de sa situation personnelle.

Cette initiative menace le droit de séjour de plus de 2 millions de personnes qui habitent et travaillent en Suisse, mais ne possèdent pas de passeport suisse.

Plus de 200'000 citoyen-ne-s français-es vivent en Suisse. « L'initiative de mise en œuvre » constitue une menace imminente au droit de séjour de près de 120'000 citoyen-ne-s français-es ne possédant pas la double nationalité. Plus de 80'000 Français-es ont donc cette double nationalité.

Aucune famille française de Suisse n'est à l'abri des conséquences de cette votation. Votez toutes et tous **NON le 28 février** à cette initiative inhumaine et dangereuse. Cela peut être décisif pour atteindre la majorité nécessaire au rejet !

C'est pour cela que nous faisons appel à votre soutien :

- Sur votre lieu de travail, dans vos loisirs et au sein de votre famille, parlez de cette « initiative de mise en œuvre », dangereuse et inhumaine, et invitez vos proches à voter NON.
- **Commandez** auprès du groupe PS Migrant-e-s (Parti Socialiste suisse) **le flyer en lien** et distribuez-le à vos connaissances ou à chaque fois que vous en avez l'occasion. ([lien](#))
- **Participez** au travail de terrain des socialistes français de Suisse **en rejoignant une de nos sections** (à **Lausanne** avec Margaux Isler - islermargaux@yahoo.fr ou à **Genève** avec Mauve Serra - Mauve.serra@gmail.com) ou en participant à la création d'une nouvelle section suisse de la Fédération des Français à l'étranger pour que nous puissions améliorer nos possibilités de faire campagne en Suisse. Les personnes intéressé-e-s par la constitution d'un groupe de la Fédération en Suisse alémanique sont invité-e-s à prendre contact avec Michael Bloch (michael.bloch@mailbox.org).

Merci beaucoup et meilleures salutations,

La Fédération des Français de l'Étranger du Parti Socialiste (FFE-PS)



Article paru également sur lesobservateurs.ch